Le projet de loi sur l'eau dÃ©noncÃ© par la ConfÃ©rence Ã©piscopale

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
November 2022

"Les principes du fÃ©dÃ©ralisme doivent Ãªtre respectÃ©s", dÃ©clare le pÃ¨re Uchechukwu Obodoechina, directeur de Caritas Nigeria et directeur national de la Commission pour le dÃ©veloppement de la justice et de la paix de la ConfÃ©rence Ã©piscopale du Nigeria, dans une dÃ©claration sur le projet de loi controversÃ© sur la gestion de l'eau.Â "Le gouvernement fÃ©dÃ©ral doit respecter le principe du fÃ©dÃ©ralisme et les droits des gouvernements locaux en matiÃ¨re d'utilisation domestique de l'eau", dÃ©clare le pÃ¨re Obodoechina.Â "Par consÃ©quent, nous exhortons le gouvernement fÃ©dÃ©ral Ã retir le projet de loi et Ã donner la prioritÃ© Ã la santÃ© publique en promouvant tous les moyens possibles pour obtenir des services d'eau et d'assainissement de qualitÃ©", poursuit la dÃ©claration reÃ§ue par l'Agence Fides.Â "Caritas Nigeria est donc choquÃ©e par les implications de cette lÃ©gislation, qui a des effets de grande portÃ©e sur les citoyens et viole le principe du bien commun de l'Ã‰glise catholique. Bien que le projet de loi sur les ressources en eau nationales garantisse aux citoyens le droit d'utiliser l'eau, s'il est adoptÃ©, il conduira Ã une centralisation accrue du pouvoir et des ressources de la nation, contrecarrant ainsi les efforts en cours en faveur de la dÃ©centralisation du pouvoir."

Pour rappel, le SÃ©nat avait rejetÃ© en 2018 le projet de loi sur les ressources en eau nationales en raison des protestations qu'il avait suscitÃ©es dans tout le pays. Le projet de loi, rÃ©introduit cette annÃ©e, vise Ã donner au gouvernement fÃ©dÃ©ral le pouvoir de contrÃ´ler toutes les ressources en eau du pays, telles que les riviÃ¨res, les ruisseaux, les lacs et les eaux souterraines. Fin juillet, les gouverneurs des 36 Ã‰tats de la fÃ©dÃ©ration avaient dÃ©clarÃ© Ã l'unanimitÃ© leur opposition au projet de loi, le qualifiant d'inconstitutionnel. Le projet de loi sur les ressources en eau nationales a accentuÃ© les divisions entre les Ã‰tats du nord Ã majoritÃ© musulmane et ceux du sud, oÃ¹ la population est majoritairement chrÃ©tienne, ainsi que la mÃ©fiance Ã l'Ã©gard du gouvernement central du prÃ©sident Muhammadu Buhari, qui est soupÃ§onnÃ© de vouloir utiliser la nouvelle loi pour prendre le contrÃ´le des ressources en eau du sud du Nigeria afin de les donner aux bergers fulanis de la RÃ©publique centrafricaine, du Tchad, du Niger et d'ailleurs. Les Fulani sont accusÃ©s de mener des raids contre les populations sÃ©dentaires du Nigeria.

Fides News Agency (Vatican) -Â AllAfricaÂ Â